



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt  
et de l'environnement

Pôle environnement

## INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° 12475 DE MISE EN DEMEURE**

**Société GARNIER & FILS à SARCELLES**

**Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8-1 et R.515-58 à R.515-84 codifiant l'annexe 1 de la directive n° 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED »

**VU** l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la société GARNIER & FILS à exploiter des installations de stockage et de traitement de déchets métalliques ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune de Sarcelles – 10 rue de Vignolle ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 complétant et portant actualisation du tableau de classement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 susvisé ;

**VU** le courrier adressé à l'exploitant par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), lui demandant de transmettre au préfet le dossier de mise en conformité et le rapport de base au plus tard le 7 janvier 2014 ;

**VU** le courrier adressé à l'exploitant par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE) le 3 mars 2014, lui demandant d'apporter des compléments à son évaluation et la nécessité de transmettre le rapport de base IED.

**VU** les différents échanges et réunions entre l'exploitant et l'inspection des installations classées ;

**VU** le rapport établi le 10 mars 2015 par l'inspection des installations classées, proposant à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société GARNIER & FILS, rapport adressé par courrier à l'exploitant conformément aux dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en lui laissant un délai de quinze jours pour formuler ses observations, délai échu sans réponse de la société ;

**CONSIDÉRANT** que les activités exercées par la société GARNIER & FILS sur le site localisé au 10 rue de Vignolle à Sarcelles en tant qu'elles, relèvent des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, relèvent des articles R.515-58 à R.515-84 du code de l'environnement ; qu'en application de ces articles, la société GARNIER & FILS devait transmettre avant le 7 janvier 2014 au préfet du Val-d'Oise le dossier de mise en conformité et le rapport de base, l'activité exercée relevant du paragraphe 1-3° de l'article R.515-59 du code de l'environnement ; que les éléments transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées ne sont pas conformes à ceux exigibles en application des articles précités du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de transmission de ces informations de la part de la société GARNIER & FILS dans le délai réglementaire est de nature à justifier une mise en demeure de se conformer à l'article R.515-82 du code de l'environnement dans la mesure où ce manquement ne permet pas d'instruire le réexamen des conditions d'autorisation et de préciser par arrêté préfectoral les conditions de mise en conformité des installations avec la directive n° 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED »

**CONSIDÉRANT** en conséquence qu'afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'article R.515-82 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

#### **ARRETE**

**Article 1 :** La société GARNIER & FILS, située 10, chemin du Vignolle à Sarcelles (95 200), est mise en demeure pour ses installations sises à cette même adresse de se conformer à l'article R.515-82 du code de l'environnement, en transmettant au préfet :

-Sous un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R.512-72 du code de l'environnement.

-Sous un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, le rapport de base, l'activité exercée relevant du paragraphe 1-3° de l'article R.515-59 du code de l'environnement, dont le contenu est fixé à ce même article.

**Article 2 :** En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du Code de l'Environnement .

**Article 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairie de Sarcelles, pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cédex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France unité territoriale du Val-d'Oise et le maire de Sarcelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **30 JUIN 2015**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER

